

*Migrations Société*, « Les mouvements de réfugiés », Paris, CIEMI, Vol. 14, n°83, septembre-octobre 2002, 194 p.

Le dossier de ce numéro évoque quelques cas précis de ces nouvelles migrations, toutes liées à des situations de précarité et de conflits qui n'ont rien à envier à celles d'antan. En effet, alors que les anciens pays d'émigration (Europe du Sud notamment) sont désormais également devenus des pays de transit, d'asile ou d'accueil, les nouveaux migrants – pas si nouveaux que ça ! – proviennent essentiellement d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Dans l'éditorial, Philippe Farine revient sur « L'Europe et les immigrés » et notamment - partant de la rencontre-sommet européen de Séville de l'été 2002 sur le thème de l'immigration, le tout sous présidence espagnole en la personne de celui qui voudrait servir de référence aux droites européennes, José Maria Aznar – sur le fossé qui sépare les déclarations officielles de bonnes intentions et la réalité bien plus morose des faits. Le Chef du gouvernement espagnol n'aura pas réussi son « coup » politique et « aucune décision positive en matière d'immigration n'est à mettre à l'actif du sommet de Séville... et il ne reste que deux ans avant l'échéance de 2004 »... Mais les dirigeants s'entendent tous au moins sur un point : « le contrôle des frontières et ses corollaires, la chasse aux 'clandestins' et le durcissement des législations », ce qu'effectivement on n'arrête plus de constater en France comme ailleurs depuis le début de l'automne 2002 notamment. Il est regrettable, note Philippe Farine, ce que vient encore démontrer le fiasco de Séville, que « les Etats européens ne s'intéressent qu'aux aspects répressifs et policiers d'une politique de la migration et ne progressent que dans ce sens ». Dommage car il y aurait certainement beaucoup, énormément même, à faire et à refaire. L'attente et la répression comme unique solution à tous les maux ne peuvent que gangréner une situation déjà dramatique sur tous les plans, humain en particulier.

Etienne Rusamira analyse en détail les complexes « Mouvements de réfugiés en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs » dans un article qui fait le point sur les causes et les impacts – statistiques à l'appui – des migrations. Les causes, comme d'ailleurs les réponses urgentes à trouver, sont d'abord d'ordre politique. Et Rusamira de remarquer que « l'instabilité et la personnalisation des institutions ainsi que les ingérences étrangères demeurent la principale, sinon l'unique cause des événements sanglants qui ont déclenché et qui continuent de déclencher les mouvements de populations à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des pays d'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs ». Michael Alexander évoque ensuite la situation spécifique des réfugiés birmanes en Thaïlande. L'auteur conclut en précisant que, si la levée de l'assignation à résidence de la leader de l'opposition pro-démocrate (NLD) Aung San Suu Kyi le 1<sup>er</sup> mai 2002 ouvre peut-être une fenêtre sur l'avenir, il reste toujours mille prisonniers politiques dans les geôles birmanes et surtout : « Il ne peut y avoir de retour durable de réfugiés ni de stabilité dans les régions frontalières birmanes tant qu'il n'y a pas de réconciliation ni de règlement politique global entre le gouvernement central et les groupes ethniques minoritaires ». Françoise Brié traite ensuite des « Réfugiés et personnes déplacées d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran et d'Asie centrale », en revenant sur l'origine des mouvements et en étudiant la situation pays par pays. Daniela Heimerl revient sur la situation, aujourd'hui soudain occultée des médias, de la Bosnie-Herzégovine et de la question du retour des réfugiés. Alain Reyniers s'intéresse aux causes des migrations tsiganes. Et l'auteur de rappeler que l'avenir des Tsiganes « est plus que jamais lié à une volonté collective générale d'édifier une société humaine démocratique où collectivités et individus trouvent les moyens de leur épanouissement ». Enfin, le dossier, passionnant et informatif, se termine par trois contributions concernant notamment les politiques européennes dans le champ des migrations, en particulier du contrôle des flux. Car la Vieille Europe n'a jamais aussi bien porté son nom... Elle se montre sclérosée et peureuse de l'avenir qui semble lui échapper, elle a besoin de sang neuf mais n'ose le dire ; son rajeunissement est plus urgent que jamais devant la misère qui gronde et l'hégémonie américaine. Mais pour cela il faut du courage politique et sortir, pour commencer, de la seule option policière... Quand ?